

RELIZANE La mendicité

Des images déprimantes qu'offre l'une des rues les plus fréquentées de Relizane. Passage obligé pour des milliers de citoyens quotidiennement, elle est devenue un haut lieu de mendicité.

Des fillettes ne dépassant pas dix ans, pieds nus et déguenillées, poursuivent les passants sur plusieurs mètres pour leur arracher une pièce d'argent. Et tant pis pour celui ou celle qui n'en a pas ou n'est pas disposé à en donner, elles lui collent aux basques jusqu'à ce qu'il leur crie sa colère, quitte à essuyer de suite les mauvais regards voire les admonestations des «bonnes âmes». D'un autre côté, des groupes de jeunes, âgés d'une vingtaine d'années, ont investi ces lieux pour écouler des mouchoirs kleenex. Leurs cibles favorites : les jeunes filles avec qui ils plaisantent mais agressent quand celles-ci, excédées, réagissent à leur forcing. Que ce soient les petites mendiants ou les jeunes vendeurs, leurs comportements s'apparentent à un harcèlement.

D'autant plus que c'est une pratique au quotidien. Il y a aussi à relever le fait que des mendiants plus âgés exposent leurs bébés toute la journée pour apitoyer le passant, sans se rendre compte que leurs enfants courent le risque de déshydratation et d'autres maladies qu'ils pourraient contracter en jouant à même le sol. Il est grand temps que les services de l'action sociale s'extirpent de leurs bureaux feutrés et aillent voir ce qui se passe dehors pour essayer d'y remédier.

A. Rahmane

ORAN Les Calpiref sur la sellette ?

Oran métropole industrielle, dotée de plusieurs zones industrielles et d'activités, d'un grand port et de ports secs, d'un aéroport international, et desservie par l'auto-route Est-Ouest, n'est pas épargnée pour autant par le chômage que même les chiffres officiels ne peuvent plus cacher.

La session de l'APW qui s'est tenue la semaine passée a été riche en révélations et autres constats sur la dynamique industrielle, dans la wilaya en matière d'investissements et de projets. La présentation d'un bilan non exhaustif du Calpiref sur les 3 dernières années a révélé des situations pour le moins consternantes et qui obligent à s'interroger sur le fonctionnement de cette commission généralement

présidée par le wali, la manière dont les membres travaillent et décident.

Des interrogations somme toute normales quand on voit que dans le cadre de ce dispositif Calpiref, 137 actes de concession foncière ont été attribués à des investisseurs privés, entre 2011 et 2013, sur un total de 797 dossiers déposés. Les 137 investisseurs, ayant bénéficié de terrains industriels accompagnés

d'avantages multiples notamment fiscaux, concentrent rien qu'à eux seuls pas moins de 410 ha qui leur ont été octroyés. Or, à ce jour, ces investisseurs dont on ne connaît rien puisque le Calpiref ne fournit aucune information plus précise, n'ont pas dépassé un taux d'avancement et de concrétisation de leur projet de l'ordre de 2%.

Pourtant ces projets approuvés sont dans 37 % des cas des projets dits industriels, productifs et donc censés créer de la richesse et des plus-values. Comment une telle situation est possible, s'interrogent des élus évoquant la question des projets en soi, de leur faisabilité, mais

aussi et surtout de se demander si l'on se trouve réellement face à de vrais investisseurs industriels où des formes d'affairisme autour des terrains, des avantages fiscaux. Cela fait des années que les pouvoirs publics évoquent «ces faux investisseurs» et qui arrivent donc toujours à agir à leur guise. D'autres évoquent les entraves bureaucratiques qui finissent par décourager la majorité des investisseurs.

Une réflexion est attendue sur ces questions en urgence, au moment où le taux de chômage dans la wilaya dépasse officiellement les 9 %.

Fayçal Moulay

JIJEL / LE PORT DE DJENDJEN Des projets pour son développement

Le projet relatif à la réalisation des travaux de la protection du port de Djendjen, confié à l'entreprise sud-coréenne Daewo Engineering et Construction, a atteint un taux d'avancement de 74 %, selon la Direction des transports de la wilaya de Jijel.

Ce projet de grande envergure pour un montant global de 11 milliards de dinars consiste en le prolongement de la jetée nord sur une distance de 400 ml, la jetée est sur 250 ml ainsi que la réalisation de d'un épi de 100 ml sur la jetée nord-est et d'une plage absorbante protégée par des enrochements et la réalisation d'une nouvelle signalisation maritime. Il convient de souligner que le port de Djenjen, initialement à vocation sidérurgique, traite actuellement différentes marchandises, les produits alimentaires, les véhicules, les céréales.

Le projet en cours de réalisation a pour objectif de réduire l'agitation du bassin portuaire et de développer le trafic conteneu-

risé. A cet effet, un projet structurant, confié à la même entreprise sud-coréenne, sera lancé incessamment. Il s'agit de la réalisation d'un terminal de conteneurs à l'intérieur dudit port pour un montant global de 18 milliards de dinars et un délai de réalisation de 30 mois.

Ce terminal, une fois réalisé, est susceptible de booster l'activité portuaire et à même de recevoir des navires porte-conteneurs d'une capacité de 14000 EVP (équivalent de vingt pieds).

Ces travaux prévoient la réalisation des ouvrages d'accostage, 3 quais, dont la longueur varie entre 240 et 950 ml, des travaux de dragage pour un volume de 4,5 millions de m³ ainsi

que la réalisation d'un terre-plein sur une superficie de 55 hectares, soit un volume de remblai de 2,5 millions de m³.

Des ouvrages qui feront du port de Djendjen l'un des plus grands ports du pourtour méditerranéen et qui contribueront à l'intégration de ce port dans les réseaux mondiaux de conteneurs notamment dans les transbordements.

Selon des sources locales, ces travaux seront générateurs de 600 postes d'emploi directs en phase de chantier et de 1 500 postes d'emploi directs lors de la phase de l'exploitation de ce terminal et des milliers d'emplois indirects dans les domaines de la logistique, des services et de dépôt.

Avec la future pénétrante autoroutière reliant ce port à la ville d'El-Eulma dans la wilaya de Setif, le port de Djendjen aura une dimension régionale.

Bouhali Med Cherif

BÉJAÏA Le complexe pétrochimique sera finalement réalisé à El Kseur

Inscrit ces derniers mois à l'indicatif de la wilaya, le projet de réalisation d'un complexe pétrochimique qui a fait couler beaucoup d'encre depuis presque une dizaine d'années sera désormais implanté dans la municipalité d'El Kseur, a annoncé, hier, sur les ondes de la radio locale le wali de Béjaïa, Hamou Ahmed Touhami.

La commission de choix du site devant recevoir ce projet structurant d'une importance vitale pour la région de Béjaïa et par ricochet, pour l'économie nationale, a finalement décidé de retenir pour la réalisation de ce complexe pétrochimique un terrain appartenant au domaine agricole d'une superficie de 250 ha situé à El Kseur, a fait savoir la première autorité de la wilaya. Il convient de rappeler qu'un deuxième site d'une superficie de 205 ha dans la commune de Boudjellil, a été proposé à la commission composée, entre autres, de techniciens de Sonatrach.

Le choix du site devant recevoir ledit complexe pétrochimique dans la ville d'El Kseur est motivé, indique-t-on par plusieurs critères. Il s'agit de la proximité de la mer (port), la disponibilité de l'eau et de l'énergie, l'existence d'une infrastructure d'accès et de liaisons, à savoir un réseau routier et un chemin de fer, une nappe de pipes d'alimentation en hydrocarbures, de l'énergie électrique, dans une zone non urbaine et non-classée, explique à ce sujet le wali de Béjaïa, Hamou Ahmed Touhami.

Le complexe pétrochimique devrait voir le jour avant la fin de l'année 2018, précise le premier responsable de l'administration de la wilaya.

A. K.

BILAN 2013 DE LA DCP/NAÂMA 10 150 interventions

Lors d'un point de presse organisé au sein du siège de la Direction du commerce de la wilaya de Naâma, la première responsable du secteur, a, avant de présenter le bilan des activités de l'année 2013 des 14 brigades activant à travers le territoire de la wilaya, déclaré que ses services ont pour mission de veiller à la protection du consommateur et mettre en œuvre toute mesure visant à préserver les intérêts matériels du consommateur, garantir la qualité et la sécurité des biens et services offerts à la consommation, et de mettre en œuvre les directives de la politique nationale arrêtée dans les domaines de la concurrence, de la qualité, de l'organisation des activités commerciales, des professions réglementées, du contrôle économique et de la répression des fraudes, coordonner et animer les activités des structures et espaces intermédiaires, de suivre les approvisionnements et l'évolution des prix à la production et à la consommation des biens et services de première nécessité.

De ce fait, dira-t-elle, «nous sommes chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application stricte de la législation de la réglementation en vigueur, et de la régulation du marché local».

En effet, le bilan brossant la situation du commerce dans la wilaya de Naâma, durant l'année 2013, fait état de 10150 interventions. 1183 contrevenants ont été sanctionnés par des procès-ver-

baux et poursuites judiciaires, dont 79 ont donné lieu à des fermetures de leur commerce, alors que 2,03 tonnes de produits impropres à la consommation (viandes, laits, cosmétiques, et autres produits) d'une valeur de 319.160,00 DA ont été saisies, tandis que la valeur globale non déclarée est estimée à plus de 22 milliards de centimes. Les infractions ont été constatées dans le contrôle de la qualité, le

défait d'hygiène, l'insalubrité des locaux, la vente des produits non conformes ou impropres à la consommation, de même que sur les pratiques commerciales irrégulières, le commerce informel, ou encore au défaut du registre de commerce, défaut de présentation de factures etc...

Dans le souci de réduire certains fléaux, voire la résorption du commerce informel, la colonisation des espaces publics, la friperie et autres activités illégales, la directrice du commerce a déclaré que deux sites à Méchéria (Bastille I : fruits et légumes) (Bastille II : habillements et cosmétiques), et quelques diverses activités, éparpillées à Aïn-Sefra, ont été éradiquées.

De ce fait, plusieurs mesures ont été prises pour la régulation du marché, notamment la réalisation d'un laboratoire permettant les analyses des produits, la réalisation de deux marchés de proximité 'Batimétal' à Aïn-Séfra

et Méchéria qui sont en activité ; l'inscription d'un marché de gros à Naâma ; la réhabilitation de deux marchés couverts à Naâma et Méchéria (21 et 35 locaux), l'affectation de l'ex-Souk-El-Fellah Méchéria, au profit des jeunes de la bastille II éradiquée ; un marché en cours de réalisation à Aïn-Séfra au titre du PCD ; un marché en activité à Naâma (PCD).

Dans le cadre des recrutements, la DCP a procédé à l'encadrement de ses structures par le recrutement de 10 nouveaux agents en 2013, et 15 autres ont été recrutés en 2012, tandis que dans le cadre de la formation, des sessions de formation, de perfectionnement et de recyclage sont programmées au profit de son personnel dans les grandes écoles. Notons enfin, que la wilaya de Naâma, une région à vocation agricole, produit annuellement quelque 509 832 quintaux de fruits et légumes.

B. Henine